

Communiqué de presse

Paris, le 5 décembre 2024

## **Pour 3 milliards de plus**

### **Le gouvernement choisit le suicide assisté.**

L'Histoire retiendra peut-être que le gouvernement Barnier est tombé pour avoir refusé d'indexer au 1<sup>er</sup> janvier 2025 toutes les retraites sur l'inflation de 2024. Certains commentateurs politiques veulent nous expliquer que le Rassemblement National a fait de cette demande une « ligne rouge » pour « acheter » les votes d'une partie des personnes retraitées. Ces commentateurs pourraient continuer de commenter en précisant que l'indexation automatique et intégrale de toutes les retraites sur l'inflation ne devrait pas être exceptionnelle puisqu'elle est prévue par les articles L.161-23-1 et L.161-25 du Code de la Sécurité sociale. La première agression est bien celle du gouvernement qui, dans une loi de financement annuelle de la sécurité sociale vient suspendre l'application de la loi. Et ces commentateurs pourraient poursuivre en faisant le constat que le gouvernement a accepté de « vendre » les votes d'une partie des personnes retraitées pour continuer de maintenir notamment les exonérations de cotisations sociales ouvertes aux entreprises depuis des années sans contreparties, notamment en matière de création d'emplois ou de hausse des salaires.

Revenir sur sa proposition initiale en matière d'indexation des retraites sur l'inflation aurait « pesé » environ 3 milliards d'euros dans le budget de la sécurité sociale 2025. Il faut savoir que les dépenses de sécurité sociale sont fixées à près de 661 milliards d'euros pour 2025. « Lâcher » 3 milliards sur 661 milliards, c'est à peine 0,5 % du budget de la Sécu. Mais les macronistes de l'Assemblée Nationale, particulièrement, avec Attal, se sont crispés sur le dogme du « ruissellement » selon lequel les profits d'aujourd'hui sont les emplois d'après-demain. Nous avons bien vu que les profits d'aujourd'hui sont aussi les profits de demain et que c'est ainsi que les riches sont toujours plus riches, sans limites ni plafonds, bien au-delà de l'indécence, et que les pauvres sont toujours plus nombreux et continuent de s'appauvrir. Ça fait des décennies que les gouvernements mentent aux populations en nous présentant cette « théorie économique » : ils savent très bien que ce n'est en rien une réalité économique mais un discours qui peut marcher auprès des opinions publiques dans un contexte de chômage organisé, organisé notamment par la non adaptation du temps de travail aux gains de productivité (et le rallongement de la date du départ en retraite participe à cette organisation du chômage).

Le 1<sup>er</sup> ministre vient de décider de la chute de son gouvernement et de l'ouverture d'une nouvelle période d'instabilité politique pouvant conduire à une crise politique, voire à une crise institutionnelle, voire plus selon d'autres commentateurs, tout ça pour ne pas rogner 3 milliards d'exonérations de cotisations sociales, pour ne pas remettre en cause la politique « pro-business » menée depuis des décennies, et particulièrement depuis 2017 et l'arrivée de Macron et de Bruno Le Maire. Il faut que le symbole soit fort (ne pas reculer dans le partage des richesses), il faut que la pression des « marchés financiers » épaulés par les agences de notation soit également très forte, pour que le gouvernement prenne tous ces risques pour le pays. C'est bien la marque que ce gouvernement, comme nombre de ses prédécesseurs, n'est pas au service « de la France », et encore moins au service « des Françaises et des Français », mais au service des intérêts financiers, des très riches de France et du monde, de tous ceux qui sont sous-imposés et sous taxés, qui disposent de fonds énormes, qui sont propriétaires aussi des fonds d'investissement, de placement, de pension, et qui peuvent prêter aux États les sommes qu'ils n'ont pas payé en impôts, prêter moyennant versement d'intérêts payés par celles et ceux qui payent des impôts et ne se délocalisent pas dans les paradis fiscaux.

Les personnes retraitées, en ayant manifesté le 3 décembre à l'appel de huit organisations de retraités et retraitées, et en continuant dans les semaines qui viennent comme le souhaite l'UNIRS, témoignent de leur exigence d'un changement de politique budgétaire, fiscale et sociale. Dans l'urgence, il faut un PLFSS 2025 et un PLF 2025 rompant avec ce qui est appelé la « politique de l'offre » qui consiste à mettre l'État au service des plus riches.